



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

Amiens, le 7 juillet 2023

Madame la Présidente,

Par courrier reçu en date du 6 juillet 2023, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**les épandages des boues de la Lagune
sur le territoire des communes de Candas, Bonneville et Beauval**

dossier enregistré sous le numéro : 0100025426 et déclaré complet le 7 juillet 2023.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'attire votre attention sur le fait, sauf accord formel préalable, qu'il vous est **interdit de commencer cette opération avant le 6 septembre 2023, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition motivée à votre déclaration** conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai il peut également vous être demandé des compléments sur le fond au titre de la régularité de votre dossier, ou des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent vous être imposées.

Passé ce délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Par ailleurs vous trouverez également la référence des arrêtés de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

À défaut, en application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

L'adjoint au responsable du service
environnement et littoral

Frédéric LABARRE

Madame la Présidente de la Communauté
de Communes du Territoire Nord Picardie
2 rue des sœurs grises
80600 DOULLENS

Service environnement et littoral / Bureau police de l'eau
dossier suivi par : M. Arnaud NACHUN
35, rue de la Vallée 80000 AMIENS
Tél : 03 64 57 24 69
Mél : ddtm-mise@somme.gouv.fr

PRÉFET DE LA SOMME

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE
DOSSIER DE DÉCLARATION**
concernant

les épandages des boues de la Lagune
communes de Candas, Bonneville et Beauval

Dossier n° 0100025426

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE
DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.**

Le Préfet de la Somme

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-60 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022–2027 en vigueur ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la Somme, M. Etienne STOSKOPF à compter du 23 août 2022 ;

VU l'arrêté du Premier Ministre et du Ministre de l'intérieur du 6 septembre 2019 nommant Madame Emmanuelle CLOMES, directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2023 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle CLOMES, directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 de subdélégation de signature à Monsieur Frédéric LABARRE, adjoint au responsable du service environnement et littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 6 juillet 2023, présenté par la Communauté de Communes du Territoire Nord Picardie représentée par Madame Christèle HIVER, enregistré sous le n° 0100025426 et relatif aux épandages des boues de la Lagune sur le territoire des communes de Candas, Bonneville et Beauval ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration
au pétitionnaire suivant :**

Madame la Présidente de la
Communauté
de Communes du Territoire Nord
Picardie
2 Rue des sœurs grises
80600 DOULLENS

concernant :

les épandages des boues de la Lagune
dont la réalisation est prévue dans les communes de Candas, Bonneville et Beauval .
(parcelles cadastrées voir en annexes).

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0	Épandage et stockage en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif, la quantité de boues épandues dans l'année présentant les caractéristiques suivantes : 1° Quantité épandue de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an : (A) : projet soumis à Autorisation 2° Quantité épandue de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an : (D) : projet soumis à déclaration	Déclaration	Arrêté du 8 janvier 1998 Arrêté du 21 juillet 2015

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 6 septembre 2023, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être faite une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être faite opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies de Candas, Bonneville et Beauval où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SOMME durant une période d'au moins six mois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens – 14, rue Lemerchier – CS 81114 – 80011 Amiens Cedex 01, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique conformément à l'article R.214-36 du même code dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

À Amiens, le 7 juillet 2023

L'adjoint au responsable du service environnement et littoral

Frédéric LABARRE



Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

Détail des parcelles du plan d'épandage

Dossier : Candas (L) X09270

Commune : CANDAS (80)

Raison sociale	N° parcelle	Commune parcelle	Point de référence	Réf. cadastrales	Surf. tot.	Aptitudes			SPE	Cause d'exclusion
						Surface Apt. 2	Surface Apt. 1	Surface Apt. 0		
EARL DU VALHAUREUX	DAL-111	CANDAS (80)	DAL-295-1	ZM 4-5	4,73		4,73		4,73	
EARL DU VALHAUREUX	DAL-112	CANDAS (80)	DAL-295-1	ZM 4-5	9,37		9,37		9,37	
EARL DU VALHAUREUX	DAL-92	CANDAS (80)	DAL-92-1	ZL 15	15,95		15,95		15,95	
EARL LES TROIS EPIS	DUB-06	CANDAS (80)	DUB-06-1	ZK 9	14,70		14,70		14,70	
TOTAL					44,75		44,75		44,75	

Nbre de parcelles : 4

Détail des parcelles du plan d'épandage

Dossier : Candas (L) X09270

Commune : BONNEVILLE (80)

Raison sociale	N° parcelle	Commune parcelle	Point de référence	Réf. cadastrales	Surf. tot.	Aptitudes			SPÉ	Cause d'exclusion
						Surface Apt. 2	Surface Apt. 1	Surface Apt. 0		
EARL DU VALHAUREUX	DAL-295	BONNEVILLE (80)	DAL-295-1	ZN 8-9	13,29		13,29		13,29	
TOTAL					13,29		13,29		13,29	

Nbre de parcelles : 1

Détail des parcelles du plan d'épandage

Dossier : Candas (L) X09270

Commune : BEAUVAL (80)

Raison sociale	N° parcelle	Commune parcelle	Point de référence	Réf cadastrales	Surf tot	Aptitudes			SPE	Cause d'exclusion
						Surface Apt. 2	Surface Apt. 1	Surface Apt. 0		
EARL DU VALHAUREUX	DAL-15	BEAUVAL (80)	DAL-15-1	ZR 2/ 51	9,57		9,57		9,57	
EARL DU VALHAUREUX	DAL-311	BEAUVAL (80)	DAL-92-1	ZM 33	6,07		6,07		6,07	
TOTAL					15,64		15,64		15,64	

Nbre de parcelles : 2

